

Art. 17. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur, Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 novembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances
et du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Art. 17. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 november 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën
en van Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADT

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

F. 97 — 2995

[C - 97/16305]

12 NOVEMBRE 1997. — Arrêté royal déterminant les conditions dans lesquelles le Centre de Recherches agronomiques de Gembloux reçoit la personnalité juridique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juin 1930 accordant la personnalité civile aux établissements scientifiques et artistiques dépendant du Ministère des Sciences et des Arts, notamment l'article 1^{er}, modifié par la loi du 30 juillet 1987, et l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1994 portant création, organisation et fixation du cadre du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture;

Vu l'arrêté royal du 23 juin 1995 fixant le cadre organique des établissements scientifiques relevant du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1997 fixant la liste, le niveau, la structure et les attributions des établissements scientifiques de l'Etat, relevant du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre des Finances, donné le 31 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 juillet 1997;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que la restructuration des établissements scientifiques de l'Etat, relevant du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, conformément à l'arrêté royal du 20 juin précité, impose la mise en vigueur rapide des dispositions réglementaires relatives aux conditions dans lesquelles chaque établissement reçoit la personnalité juridique, afin d'assurer la concordance entre les nouvelles structures et les dispositions existantes relatives aux personnalités juridiques;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 septembre 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur, Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le Centre de Recherches agronomiques de Gembloux, ci-après dénommé le Centre, jouit de la personnalité juridique pour la gestion de son patrimoine aux conditions du présent arrêté.

N. 97 — 2995

[C - 97/16305]

12 NOVEMBER 1997. — Koninklijk besluit waarbij de voorwaarden worden bepaald waaronder het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek - Gembloux rechtspersoonlijkheid verkrijgt

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1930 waarbij rechtspersoonlijkheid verleend wordt aan de wetenschappelijke en kunstinrichtingen welke van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen afhangen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1987, en op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1994 houdende oprichting, organisatie en vastlegging van de personeelsformatie van het Ministerie van Middenstand en Landbouw;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 juni 1995 tot vaststelling van de personeelsformatie van de wetenschappelijke inrichtingen die ressorteren onder het Ministerie van Middenstand en Landbouw;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1997 tot vaststelling van de lijst, het niveau, de structuur en de bevoegdheden van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat die ressorteren onder het Ministerie van Middenstand en Landbouw;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 juli 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Financiën, gegeven op 31 juli 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 31 juli 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat de herstructurering van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, die ressorteren onder het Ministerie van Middenstand en Landbouw, overeenkomstig het hiervoor vermeld koninklijk besluit van 20 juni 1997, het spoedig in werking treden oplegt van de reglementaire beschikkingen betreffende de voorwaarden waaronder elke inrichting de rechtspersoonlijkheid verkrijgt, teneinde de overeenstemming te verzekeren tussen de nieuwe structuren en de bestaande beschikkingen met betrekking tot de rechtspersoonlijkheden;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 september 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek - Gembloux, hierna het Centrum genoemd, geniet de rechtspersoonlijkheid voor het beheer van zijn vermogen, onder de voorwaarden van dit besluit.

Art. 2. Le patrimoine du Centre est constitué :

1° par les rémunérations et rétributions payées pour les recherches, études, analyses, essais, contrôles ou autres services rendus à la demande des services publics et des personnes privées, physiques ou morales;

2° par les dons, legs, fondations, bourses, prix ou autres libéralités quelconques, dont l'acceptation a été autorisée par le Roi, en vertu de l'article 3 de la loi du 27 juin 1930, ou qui ont été provisoirement acceptées en vertu de la loi du 12 juillet 1931 portant extension à toutes les personnes juridiques du bénéfice de l'acceptation provisoire des libéralités faites par actes entre vifs;

3° par les recettes provenant de la vente de produits matériels ou intellectuels;

4° par des dotations;

5° par les intérêts et plus-values du patrimoine.

Art. 3. Le patrimoine est administré par une commission composée :

1° du directeur du Centre, lequel assume la présidence de la commission;

2° de deux chefs de département du Centre désignés, sur proposition du Directeur du Centre, par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre;

3° du directeur général de l'Administration de la Recherche et du Développement du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, ou de son représentant;

4° de quatre membres désignés par le Ministre, après consultation du Directeur du Centre;

Les mandats des membres visés aux 2° et 4° sont conférés pour une durée de quatre ans et sont renouvelables; la personne qui est appelée à remplacer un membre au cours de l'exercice du mandat achève le mandat interrompu.

Le mandat des membres visés au 4° prend fin lorsque le membre atteint l'âge de soixante-cinq ans.

Le président désigne comme secrétaire l'un des membres visés au 2°.

Art. 4. Le président peut, dans des cas spéciaux, convier des personnes particulièrement averties à participer aux réunions de la commission, lorsqu'un point figurant à l'ordre du jour d'une séance le rend souhaitable.

Ces personnes sont entendues à titre consultatif.

Art. 5. La commission arrête son règlement d'ordre intérieur, qui est soumis à l'approbation du Ministre.

Art. 6. Les membres de la commission exercent leurs fonctions à titre gratuit.

Les frais de parcours et de séjour sont remboursés à charge du patrimoine aux membres non-fonctionnaires de la commission et aux personnes visées à l'article 4 conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et de l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

Pour l'application des réglementations susvisées, les personnes non revêtues de la qualité d'agent de l'Etat sont assimilées à des fonctionnaires de rang 13.

Art. 7. Les procès-verbaux des réunions de la commission sont, dans un délai d'un mois, soumis au Ministre en vue de lui permettre d'approuver les décisions prises.

L'approbation est réputée acquise si, à l'expiration d'un délai de vingt jours à compter de la réception du procès-verbal par le Ministre, celui-ci n'a pas notifié sa décision au président de la commission.

Les procès-verbaux de la commission qui comportent des décisions en matière financière, budgétaire ou administrative, sont soumis au Ministre à l'intervention de l'inspecteur des Finances qui fait connaître son avis dans un délai de cinq jours ouvrables.

Le Ministre consulte le Ministre du Budget avant d'approuver les décisions de la commission qui ont fait l'objet, de la part de l'Inspecteur des Finances, d'observations auxquelles il peut se rallier.

Art. 2. Het vermogen van het Centrum wordt gevormd :

1° door de vergoedingen en retributies betaald voor onderzoekingen, studies, ontleding, proeven, keuringen of andere diensten gepresteerd op verzoek van overheidsdiensten en van particulieren, natuurlijke of rechtspersonen;

2° door de giften, legaten, stichtingen, beurzen, prijzen of welkdanige andere giften tot aanvaarding waarvan de Koning, krachtens artikel 3 van de wet van 27 juni 1930, machtiging heeft verleend, of die voorlopig zijn aanvaard, krachtens de wet van 12 juli 1931 betreffende de uitbreiding tot alle rechtspersonen van het voordeel van de voorlopige aanvaarding van bij akten gedane schenkingen onder levenden;

3° door de inkomsten uit de verkoop van materiële of intellectuele producten;

4° door dotaties;

5° door de interesten en waardevermeerderingen van het patrimonium.

Art. 3. Het vermogen wordt beheerd door een commissie die bestaat uit :

1° de directeur van het Centrum, die de commissie voorzigt;

2° twee departementshoofden van het Centrum, aangewezen, op voorstel van de Directeur van het Centrum, door de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft, hierna de Minister genoemd;

3° de directeur-generaal van het Bestuur voor Onderzoek en Ontwikkeling van het Ministerie van Middenstand en Landbouw, of zijn vertegenwoordiger;

4° vier leden, aangewezen door de Minister na raadpleging van de Directeur van het Centrum;

De mandaten van de in 2° en 4° genoemde leden worden verleend voor een termijn van vier jaar en zijn hernieuwbaar; de persoon die aangesteld wordt om een lid gedurende de uitoefening van het mandaat te vervangen, voleindigt het onderbroken mandaat.

Het mandaat van de in 4° genoemde leden neemt een einde wanneer het lid de leeftijd van vijftenzestig jaar bereikt.

De voorzitter duidt als secretaris één van de leden aan genoemd in 2°.

Art. 4. In speciale gevallen kan de voorzitter bijzonder bevoegde personen uitnodigen om aan de bijeenkomsten van de commissie deel te nemen, wanneer een punt op de agenda van een vergadering dit wenselijk maakt.

Die personen vervullen een adviserende rol.

Art. 5. De commissie bepaalt het huishoudelijk reglement dat wordt onderworpen aan de goedkeuring van de Minister.

Art. 6. De leden van de commissie nemen hun ambt gratis waar.

De reis- en verblijfskosten worden ten laste van het patrimonium terugbetaald aan de leden van de Commissie die geen ambtenaar zijn en aan de personen bedoeld in artikel 4 luidens de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en van het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries.

Voor de toepassing van bovenstaande reglementering worden de personen die geen rijksambtenaar zijn gelijkgesteld met ambtenaren van rang 13.

Art. 7. De notulen van de vergaderingen van de commissie worden binnen de maand aan de Minister voorgelegd, zodat hij in staat is de genomen beslissingen goed te keuren.

De goedkeuring wordt geacht te zijn gegeven indien de Minister, bij het verstrijken van een termijn van twintig dagen nadat hij de notulen heeft ontvangen, de voorzitter van de commissie geen kennis heeft gegeven van zijn beslissing.

De notulen van de commissie, die beslissingen bevatten van financiële, budgettaire of administratieve aard, worden aan de Minister voorgelegd via de inspecteur van Financiën die binnen een termijn van vijf werkdagen zijn advies uitbrengt.

De Minister raadpleegt de Minister van Begroting alvorens de beslissingen van de commissie goed te keuren die, vanwege de inspecteur van Financiën, het voorwerp hebben uitgemaakt van opmerkingen waarmede hij niet kan instemmen.

L'inspecteur des finances peut assister à toute réunion de la commission dont l'ordre du jour comporte des mesures d'ordre financier, budgétaire ou administratif. Pour l'accomplissement de sa mission, il jouit des pouvoirs d'information les plus étendus.

Art. 8. La commission accomplit tous les actes nécessaires à la gestion du patrimoine du Centre, en bon père de famille.

Elle ne peut toutefois ni acquérir à titre onéreux, ni aliéner des immeubles sans l'autorisation du Ministre.

A la requête de la commission, l'Administration de l'enregistrement et des domaines procède, pour compte et au profit de la personnalité juridique, aux acquisitions d'immeubles, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation ainsi qu'aux aliénations d'immeubles en se conformant aux dispositions légales relatives à la vente de biens domaniaux.

Les fonds de la personnalité juridique ne peuvent servir à accroître par des libéralités les rémunérations du personnel de l'Etat.

Les prestations que des agents de l'Etat seraient amenés à faire, en dehors de leurs heures de service, pour la personnalité juridique en ce qui concerne la gestion du patrimoine ne peuvent être rétribuées que si elles ont été autorisées par la commission.

Les contrats pour fournitures, travaux et services sont passés en observant les règles fixées par la législation et la réglementation relatives aux marchés publics.

Art. 9. La commission engage sous le régime de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail le personnel nécessaire à la gestion du patrimoine et à l'exécution des contrats passés avec des services publics ou avec des personnes privées, physiques ou morales. A défaut de dispositions contraires figurant dans ces derniers contrats, la commission détermine les conditions des emplois en tenant compte des barèmes appliqués par l'Etat pour des emplois similaires.

Art. 10. Le président de la commission représente la personnalité juridique dans tous les actes de la vie civile.

Art. 11. La commission désigne un comptable chargé des opérations de recettes et de dépenses.

Art. 12. En vue de la gestion du patrimoine de la personnalité juridique, il est établi un budget annuel contenant toutes les recettes et toutes les dépenses, quelles qu'en soient l'origine et la cause.

Le budget peut comporter des crédits non limitatifs.

L'exercice comptable coïncide avec l'année civile.

Art. 13. Avant l'expiration du troisième mois précédant le début de l'exercice, le budget est arrêté par la commission. Il est ensuite soumis à l'approbation du Ministre, accompagné de l'avis de l'inspecteur des Finances.

La commission dresse chaque année les comptes de la personnalité juridique avant la fin du quatrième mois qui suit la clôture de l'exercice budgétaire et établit, dans le même délai, un bilan et un compte de résultats.

Art. 14. Le Ministre et le Ministre du Budget fixent les règles relatives :

- 1° à la présentation du budget;
- 2° à la comptabilité;
- 3° à la reddition des comptes et à la vérification des opérations.

Art. 15. L'arrêté royal du 15 octobre 1951 portant règlement organique des Stations de recherches agronomiques de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux du 21 mars 1953, 29 mars 1954, 22 avril 1955, 14 janvier 1956, 17 avril 1956, 14 octobre 1960, 16 septembre 1963, 20 août 1964, 6 octobre 1964, 4 février 1965, 21 octobre 1968, 1^{er} septembre 1971, 28 mai 1973, 11 septembre 1975, 31 décembre 1975, 17 février 1983 et 4 octobre 1994, est abrogé pour autant qu'il concerne le Centre.

Les biens, droits et obligations - y compris les contrats de travail - des personnalités juridiques dont les noms suivent sont transférés à la personnalité juridique du Centre à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté :

- 1° la personnalité juridique de la Station d'amélioration des plantes du Centre de recherches agronomiques de l'Etat à Gembloux;
- 2° la personnalité juridique de la Station de zoologie appliquée;

De inspecteur van Financiën mag iedere commissievergadering bijwonen, waarvan op de agenda financiële, budgettaire of administratieve maatregelen voorkomen. De meest uitgebreide onderzoeksmacht wordt hem toegekend voor de uitoefening van zijn opdracht.

Art. 8. De commissie verricht alle handelingen nodig voor het beheer van het vermogen van het Centrum, als een goede huisvader.

Zonder machtiging van de Minister kan zij echter geen onroerende goederen onder bezwarende titel verkrijgen noch vervreemden.

Op verzoek van de commissie gaat het Bestuur der registratie en domeinen voor rekening en ten behoeve van de rechtspersoonlijkheid, over tot het aankopen van onroerende goederen, hetzij bij minnelijke schikking, hetzij door onteigening, alsook tot de vervreemding van onroerende goederen overeenkomstig de wettelijke bepalingen betreffende de verkoop van domeingooderen.

De fondsen van de rechtspersoonlijkheid mogen niet dienen om door giften de bezoldiging van het rijkspersoneel te verhogen.

De dienstprestaties die de leden van het rijkspersoneel buiten hun diensten voor de rechtspersoonlijkheid, wat het beheer van het vermogen betreft, zouden verrichten, mogen slechts vergoed worden indien zij door de commissie werden toegelaten.

De contracten voor levering, werken en diensten worden afgesloten met inachtneming van de wetgeving en de reglementering betreffende de overheidsopdrachten.

Art. 9. De commissie werft onder het stelsel van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten het personeel aan dat nodig is voor het beheer van het vermogen en voor de uitvoering van de contracten afgesloten met de overheidsdiensten of met particulieren, natuurlijke of rechtspersonen. Bij gebrek aan andersluidende bepalingen vermeld in deze laatste contracten, bepaalt de commissie de voorwaarden van de betrekkingen, met inachtneming van de weddenschappen door de Staat voor soortgelijke betrekkingen toegepast.

Art. 10. De voorzitter van de commissie vertegenwoordigt de rechtspersoonlijkheid in alle handelingen van het burgerlijke leven.

Art. 11. De commissie stelt een rekeningplichtige aan, die belast is met de verrichtingen inzake ontvangsten en uitgaven.

Art. 12. Met het oog op het beheer van het vermogen van de rechtspersoonlijkheid, wordt een jaarlijkse begroting opgemaakt, waarop alle inkomsten en uitgaven voorkomen, welke ook hun oorsprong en oorzaak wezen.

Op de begroting mogen niet-limitatieve kredieten voorkomen.

Het boekjaar valt samen met het burgerlijk jaar.

Art. 13. Vóór het einde van de derde maand die het begin van het dienstjaar voorafgaat, maakt de commissie de begroting op. Ze wordt vervolgens ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd, samen met het advies van de inspecteur van Financiën.

Elk jaar, vóór het einde van de vierde maand na het afsluiten van het begrotingsjaar, maakt de commissie de rekeningen van de rechtspersoonlijkheid op, evenals een balans en een resultatenrekening.

Art. 14. De Minister en de Minister van Begroting leggen regelen vast betreffende :

- 1° het voorstellen van de begroting;
- 2° de boekhouding;
- 3° het indienen van de rekeningen en de verificatie van de verrichtingen.

Art. 15. Het koninklijk besluit van 15 oktober 1951 houdende organiek reglement van de Rijksstations voor landbouwkundig onderzoek, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 maart 1953, 29 maart 1954, 22 april 1955, 14 januari 1956, 17 april 1956, 14 oktober 1960, 16 september 1963, 20 augustus 1964, 6 oktober 1964, 4 februari 1965, 21 oktober 1968, 1 september 1971, 28 mei 1973, 11 september 1975, 31 december 1975, 17 februari 1983 en 4 oktober 1994, wordt opgeheven voor zover het betrekking heeft op het Centrum.

De goederen, rechten en verplichtingen - met inbegrip van de arbeidsovereenkomsten - van de rechtspersoonlijkheden waarvan de namen volgen worden overgedragen naar de rechtspersoonlijkheid van het Centrum op de datum van inwerkingtreding van dit besluit :

- 1° de rechtspersoonlijkheid van het Rijksstation voor plantenverdeling van het Centrum voor landbouwkundig onderzoek - Gembloux;
- 2° de rechtspersoonlijkheid van het Rijksstation voor toegepaste zoölogie;

3° la personnalité juridique de la Station laitière du Centre de recherches agronomiques de l'Etat à Gembloux;

4° la personnalité juridique de la Station de Haute Belgique;

5° la personnalité juridique de la Station de phytopathologie du Centre de recherches agronomiques de l'Etat à Gembloux;

6° la personnalité juridique de la Station des cultures fruitières et maraichères;

7° la personnalité juridique de la Station de chimie et de physique agricoles;

8° la personnalité juridique de la Station de génie rural du Centre de recherches agronomiques de l'Etat à Gembloux;

9° la personnalité juridique de la Station de phytopharmacie;

10° la personnalité juridique de la Station de zootechnie;

11° la personnalité juridique de la Station de phytotechnie.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 1997.

Art. 17. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur, Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 novembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

3° de rechtspersoonlijkheid van het Rijkszuivelstation van het Centrum voor landbouwkundig onderzoek - Gembloux;

4° de rechtspersoonlijkheid van het Rijksstation van Hoog-België;

5° de rechtspersoonlijkheid van het Rijksstation voor plantenziekten van het Centrum voor landbouwkundig onderzoek - Gembloux;

6° de rechtspersoonlijkheid van het Rijksstation voor fruit- en groenteteelt;

7° de rechtspersoonlijkheid van het Rijksstation voor landbouwscheikunde en -natuurkunde;

8° de rechtspersoonlijkheid van het Rijksstation voor landbouwtechniek van het Centrum voor landbouwkundig onderzoek - Gembloux;

9° de rechtspersoonlijkheid van het Rijksstation voor fytofarmacie;

10° de rechtspersoonlijkheid van het Rijksstation voor zoötechnie;

11° de rechtspersoonlijkheid van het Rijksstation voor fytotechnie.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 31 december 1997.

Art. 17. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 november 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADT

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 97 — 2996

[S - C - 97/22781]

16 OCTOBRE 1997. — Arrêté royal relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité et portant simplification de la carrière de certains agents de cet organisme

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mai 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 3, § 1^{er}, 39°, inséré par l'arrêté royal du 10 avril 1995, et l'article 36, modifié par l'arrêté royal du 17 mars 1995;

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 1996 portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables aux agents de l'Etat;

Vu l'avis du Comité de gestion de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 17 janvier 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 17 janvier 1997;

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 97 — 2996

[S - C - 97/22781]

16 OKTOBER 1997. — Koninklijk besluit betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren van de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering titularis kunnen zijn en tot vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren van deze instelling

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen door de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 3, § 1, 39°, ingevoegd bij koninklijk besluit van 10 april 1995, en op artikel 36, gewijzigd door het koninklijk besluit van 17 maart 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 oktober 1996 tot wijziging van diverse reglementaire bepalingen van toepassing op de Rijksambtenaren;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 17 januari 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 17 januari 1997;